



LE DRENCHÉ

CONTRE les idées reçues. POUR une opinion éclairée.

— GRAND DÉBAT —

LES CHASSEURS premiers écologistes de France ?

AUTRES DÉBATS —

Prostitution : faut-il légaliser
le travail sexuel ?

Pour ou contre un SMIC
européen ?



SOCIÉTÉ **4**



8 GRAND DÉBAT

L'ÉDITO

La rentrée et des nouveautés !

C'est la rentrée pour vous, c'est la rentrée pour nous ! Et avec elle, son lot de changements et de nouveauté !



Déjà, on est vachement plus nombreux qu'avant ! Célia, Marcelo et Rémi nous ont rejoints cet été pour accélérer le développement du journal.

Et puis nous nous sommes installés à Station F, le temple des startups à Paris.

Parmi les quelques projets qui devraient voir le jour avant la fin de l'année :

- Le Drenche sera distribué (dans sa version gratuite) dans les lieux étudiants de Lille et Lyon.
- Le site internet ledrenche.fr va subir un petit lifting, et gagner quelques fonctionnalités au passage : vous allez pouvoir ajouter des arguments à la suite des tribunes déjà présentes, et vous créer un espace personnel pour retrouver l'ensemble de vos lectures, arguments, ainsi que vos votes !
- Nous allons étudier à l'aide de chercheuses et chercheurs la manière dont se forme (et se déforme ?) l'opinion sur internet.
- Enfin, la version papier également subira un petit coup de jeune, avec quelques nouvelles rubriques, et un changement de look.

Comme toujours, dans tous ces changements, nous serons toujours heureux d'entendre vos idées, votre avis, vos suggestions, ou vos retours ! Vous en avez ? Envoyez-les nous par mail, Facebook, Instagram, Twitter, ou par pigeon voyageur. On répond toujours !

Envie de venir nous voir?

Nous avons emménagé récemment à Station F, le plus grand campus de startups à Paris.

Alors venez nous rendre visite !

VOUS ÊTES NOUVEAUX PAR ICI ?

Vous tenez dans les mains un journal un peu particulier ! Journal social et solidaire dont les sujets sont choisis par les lecteurs, Le Drenche est avant tout un journal qui vous permet de forger VOTRE opinion. Pour chaque sujet ; un contexte, Le Pour, Le Contre. Et pour le Grand Débat, des moyens de s'engager concrètement.

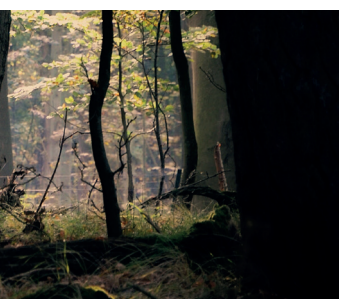
Notre but ? Permettre à chaque citoyen de comprendre les grands enjeux et participer au débat de société. Alors bonne lecture !

Restons en contact

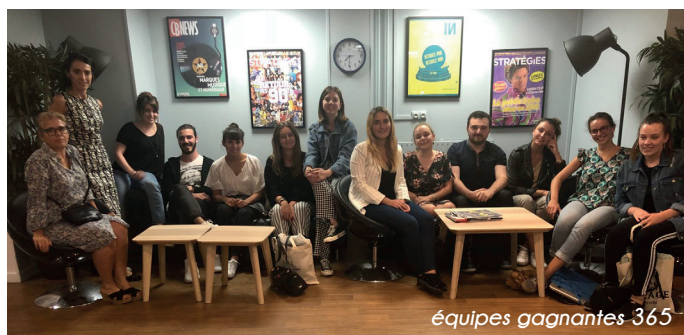


LE SAVIEZ-VOUS ?

Le Drenche a développé une méthode pour « débattre sans se taper dessus » : les débathons, organisés avec la carte citoyenne de Paris. Nous en organisons toute l'année sur Paris. Rejoignez-les en suivant notre page Facebook ou en vous inscrivant à notre newsletter.



ILS NOUS ONT AIDÉS



ECS Media School

Au cours d'une journée, les étudiants de l'ECS Media School se sont penchés sur la communication de notre journal et autant vous dire qu'on a reçu plein de belles idées ! Les classes de Master en communication 365 et en digital se sont divisées en équipes pour réfléchir à deux thématiques : le lancement de notre édition dans les villes de Lille et de Lyon et notre stratégie de communication sur le web et les réseaux sociaux. À la fin de la journée, chaque équipe nous a présenté ses recommandations et nous en avons sélectionné quatre équipes gagnantes. Cela dit, TOUS les groupes nous ont apporté des idées intéressantes dont certaines seront très prochainement réalisées. Merci à vous, vous avez été géniaux !



L'OURS

(oui, ça s'appelle un ours, et c'est légal, on n'y peut rien...)

Le Drenche a le plaisir de vous offrir un ours de qualité :

Mail lecteurs : contact@ledrenche.fr

Co-fondateur :

Florent Guignard

Directeur de la publication et co-fondateur : Antoine Dujardin

Directrice communication : Noémie Cahours

Direction artistique : Marcelo Krafft

Direction commerciale : Celia Edwards

Direction web : Rémi Brayelle

Imprimeur

Riccobono, 79 Rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France

Édité par Le Drenche SAS

Dépôt légal : septembre 2018

ISSN : 2497-2517

Le Drenche est un journal édité par la société

 Le Drenche SAS (grosse originalité), détenue par ses fondateurs.

Le Drenche est une entreprise de l'économie sociale et solidaire (ESS), labellisée Etablissement solidaire d'utilité sociale (ESUS) et Entreprise solidaire de presse d'information (ESPI). Eh ouais, on affiche nos valeurs, et ça claque !

En plus, notre papier est garanti :



Dessin: Phewcumber



sans bisphénol A
(ça ressemble à ça, non ?)

sans extrait de furet
(promis !)

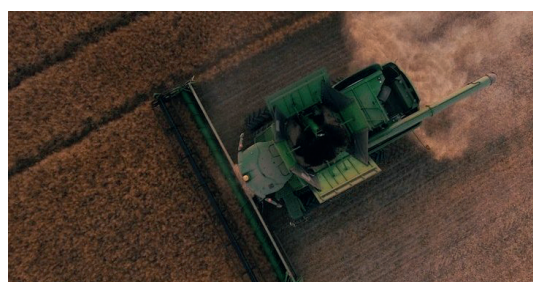
Et sinon on a des vrais labels pour notre papier :



Et... pour ceux qui lisent ça jusqu'au bout, sachez qu'on vous aime toujours autant. On vous adore même !

LES ARTICLES LES PLUS LUS

sur www.ledrenche.fr



**UNE AGRICULTURE
SANS PESTICIDES
EST-ELLE POSSIBLE ?**



**EXPLIQUE-MOI...
LA LIGUE DES NATIONS
DE L'UEFA**

FAUT-IL LÉGALISER LE TRAVAIL SEXUEL ?



Tribune rédigée par :

QUENTIN DELTOUR

Espace P..

au côté des travailleurs du sexe - contre la putophobie

Une légalisation responsable reste à explorer



La prostitution : mise en contexte

Qu'est-ce que ça représente dans le monde ?

Selon la dernière étude sur le sujet, qui date de 2012 (source : fondation Scelles), on estime que la prostitution concerne 40 à 42 millions de personnes dans le monde.

Selon la même étude, ce sont des femmes à 85% et 99% des clients sont des hommes.

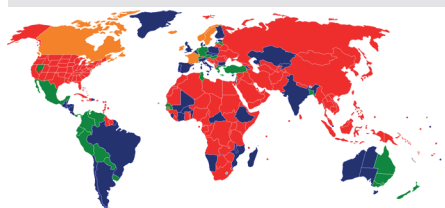
En France, cela concerne entre 18 000 (source OCRTEH) et 44 000 personnes (source : Mouvement du Nid).

Est-ce que c'est légal ?

En France, la prostitution n'est pas illégale, même si l'achat de service sexuel est illégal. C'est ce que l'on appelle couramment la pénalisation des clients. En revanche, le proxénétisme ou la tenue d'un bordel sont des activités illégales.

Dans le monde, la prostitution est illégale dans une majorité des pays ; Sur la carte ci-dessous, les pays sont :

- en rouge : illégal
- en orange : non illégal, mais client pénalisé
- en bleu : non encadrée, donc tolérée
- en vert : légale et encadrée



aveugle, car toutes deux appauvrissent les travailleurs du sexe et les poussent à réduire leurs exigences sanitaires.

Si l'on comprend aisément cette mécanique quand il y a un patron dont le but est de maximiser les profits, il faut se rendre compte que la pénalisation, même ciblée sur le client, refoule la prostitution vers la clandestinité et vulnérabilise les travailleurs du sexe dans la détermination de leurs exigences pécuniaires et sanitaires comme l'ont montré Onusida, l'OMS, et Médecins du Monde à l'analyse des systèmes suédois et français.

Une voie de la sagesse reste donc à tracer et tout indique qu'elle se trouve du côté d'une légalisation qui veillerait à garantir des droits professionnels pour les travailleurs du sexe et à contrôler le pouvoir des patrons, de manière à établir une limite claire entre le travail salarié d'une part et la traite des êtres humains ou l'exploitation de la détresse d'autre part.

Et il n'appartient pas aux experts, aux idéologues ou aux moralistes de décider ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. Cela doit être établi au terme d'une consultation des travailleurs du sexe. Ce qu'aucun pays n'a encore fait jusqu'à présent. ■

lande et en France, la prostitution reste légale pour ceux qui l'exercent, la loi y condamne le client. Seules la Lituanie, la Croatie et la Roumanie ont opté pour l'interdiction totale. Ainsi, entre la libéralisation du travail du sexe et sa prohibition, le cœur de l'Europe balance.

Il n'est pas rare d'entendre que la prostitution est la conséquence de la misère, comme si la misère diluait les

« La pénalisation vulnérabilise les travailleurs du sexe »

barrières morales de l'individu au point que celui-ci décide de se nuire. Or, les personnes qui choisissent le travail du sexe sans la contrainte d'un tiers envisagent la prostitution comme une solution à la misère. Et lorsqu'un cadre juridique protège leurs droits, cette solution fonctionne au moins sur un point : les personnes parviennent à se hisser au-dessus des seuils officiels de pauvreté.

Ce cadre juridique favorable n'est ni la répression du client ou du travailleur du sexe, ni la libéralisation

L'essentiel POUR en 3 points

- 1 Ceux qui choisissent le travail du sexe sans contrainte l'envisagent comme une solution à la misère.
- 2 La répression pousse les travailleurs du sexe à réduire leurs exigences.
- 3 Il faut lancer une consultation des travailleurs du sexe.

Si l'on s'interdit de juger moralement ce que des citoyens adultes et consentants font de leur propre corps, la prostitution n'est rien d'autre qu'un métier, c'est à dire une activité régulière exercée pour en tirer des moyens d'existence.

Presque partout en Europe, c'est un métier légal, soumis à l'impôt et au statut des travailleurs indépendants. Aux Pays-Bas, en Allemagne, en Autriche et en Suisse, il peut même s'exercer dans le cadre d'un contrat de travail salarié. Et si, en Suède, en Norvège, en Ir-

POUR



Tribune rédigée par :

FONDATION SCELLES

Fondation SCELLES - Connaître, comprendre, combattre l'exploitation sexuelle.

On ne peut « normaliser » une exploitation

La légalisation aggrave la situation. Partout dans le monde, dans les pays qui ont choisi de légaliser, ce sont d'abord les proxénètes et les trafiquants qui en ont tiré profit sans que la situation des personnes prostituées ne s'améliore.

Les images que nous renvoient l'Allemagne ou les Pays-Bas sont, à ce titre, sans équivoque.

**“La légalisation
aggrave la situation”**

personnes prostituées deviennent des objets de consommation.

Les réseaux de traite des êtres humains et le crime organisé prolifèrent. 95% des personnes prostituées sont d'origine étrangère, viennent des minorités des régions les plus pauvres d'Europe.

Les femmes ne sont pas protégées, les violences s'accroissent, la

L'industrie du sexe échappe à tout contrôle, la demande explose : 3500 bordels déclarés en Allemagne, sans compter le développement, en parallèle d'une industrie clandestine. Des millions d'achats d'actes sexuels quotidiens, des pratiques toujours plus extrêmes où les

stigmatisation demeure. En Allemagne, 44 personnes seulement se sont enrégistrées comme travailleuses indépendantes. 69 personnes prostituées y ont été assassinées par des proxénètes ou des clients entre 2002 et 2015.

Le regard de NARIZ

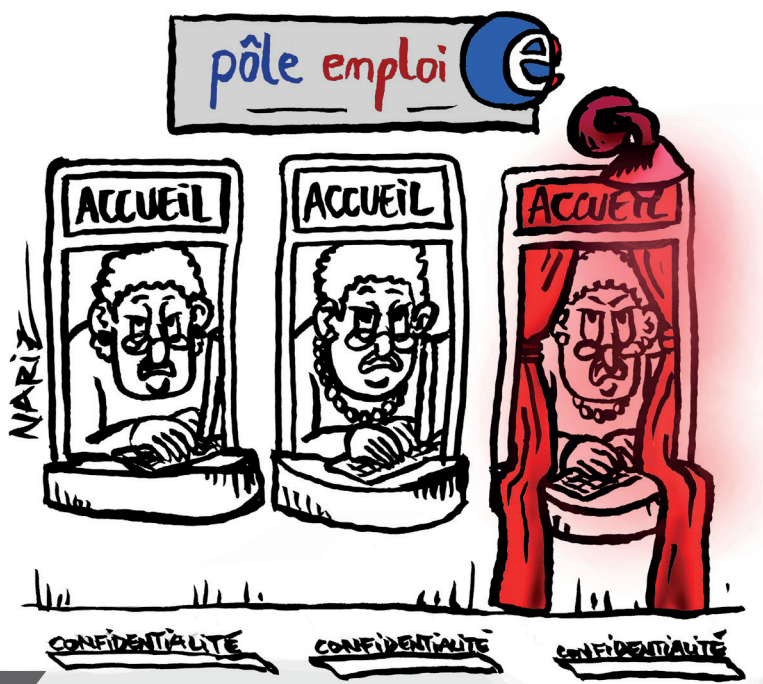


Photo : Microgen / Adobe Stock

Dans quelle autre « activité professionnelle » peut-il y avoir cette peur quotidienne qui fait que vous ne savez pas si vous allez rentrer chez vous vivante ?

On ne peut pas normaliser une exploitation.

Légaliser reviendrait à « normaliser » l'industrie du sexe et l'exploitation sur laquelle elle repose.

L'approche néo-abolitionniste initiée par la Suède a montré son efficacité en considérant que la prostitution :

- est d'abord une violence. Violence physique et psychologique du petit ami, des proxénètes, des passeurs, des clients. Les corps vieillissent plus vite, s'abîment plus vite, meurent plus vite ;
- on y est le plus souvent contraint, par d'autres, par les abus, par les addictions, par la précarité, par le chantage, par la résignation ;
- est un obstacle à l'égalité parce qu'elle est pratiquée très majoritairement par des femmes au profit d'une quasi-exclusivité d'hommes.
- est une violation du droit international qui la dit contraire à la dignité humaine et interdit spécifiquement son exploitation.

En France, la société a fait le choix, avec la loi du 13 avril 2016 de lutte contre le système prostitutionnel, de ne pas légaliser, mais de combattre l'exploitation sexuelle en protégeant les personnes prostituées et en pénalisant les exploit-teurs.

La pénalisation de la demande apparaît alors comme la meilleure réponse : la situation des personnes prostituées s'améliore, la demande diminue, les mentalités évoluent, l'exploitation sexuelle et le crime organisé régressent. ■

L'essentiel CONTRE en 3 points

- 1 La légalisation profite d'abord aux proxénètes et trafiquants, pas aux personnes prostituées.
- 2 La prostitution est d'abord une violence, et on y est le plus souvent contraint.
- 3 La pénalisation de la demande apparaît comme la meilleure réponse pour améliorer la situation.

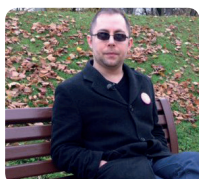
CONTRE

Ils le pensent. Ils prennent position. Découvrez...

QUI PENSE QUOI...

... SUR LA PROSTITUTION

POUR



Bug Powder

Militant du STRASS

Les féministes décident à la place des prostituées comment elles doivent disposer de leur propre corps, et ne lui accordent pas de possibilité de choix. Nous ne sommes pas d'accord avec la notion de « vendre son corps » : cela ne fait pas de nous des personnes qui acceptent tout.

Avril 2015 - ELLE



Tim Leicester

Coordinateur à Medecins du Monde

Qui dit moins de clients dit moins de revenus, des difficultés à choisir ses clients, ce qui veut dire plus de rapports sans protection et plus de faits de violence. Malheureusement, c'est un constat d'échec.

Avril 2017 - Europe 1



Najat Vallaud-Belkacem

Ex-Ministre des Droits des femmes

La prostitution n'est jamais un choix de vie : c'est une contrainte. Elle peut-être physique quand vous êtes sous le joug d'un réseau de proxénète. Elle peut aussi être économique parce que vous n'avez pas d'autres choix que de vendre votre corps pour subvenir à vos besoins.

Novembre 2013 - BFM TV

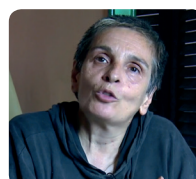


Hélène de Rugy

Déléguée générale de l'Amicale du Nid

Il y a une différence entre la prostitution et la liberté sexuelle, qui veut dire pouvoir choisir librement son ou sa partenaire. C'est complètement contraire au fait de l'acheter. L'achat est une position de force.

Décembre 2017 - Europe 1



Gabrielle Partenza

Fondatrice d'Avec nos aînées (ANA)

Mais une femme est libre de son corps ! J'ai trente ans de prostitution derrière moi, je ne veux pas faire de prosélytisme, mais je ne l'ai jamais regretté. Ce métier est tout sauf facile, mais pouvoir l'exercer est un droit. Vouloir rendre les prostituées invisibles ne les fera pas disparaître.

Juin 2012 - Libération

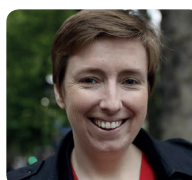


Valérie Gomez-Bassac

Députée de la 6e circonscription du Var

Je suis pour le retour des maisons closes. J'assume complètement cette position, car c'est la seule solution pour encadrer toutes ces personnes. Ne serait-ce que pour les sécuriser et bénéficier de conditions correctes.

Septembre 2018 - Var-matin

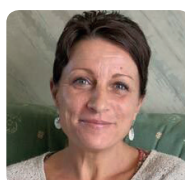


Caroline de Haas

Porte parole d'Osez le féminisme !

Il faut en finir avec cette idée d'inégalité sexuelle entre les hommes et les femmes grâce à laquelle la prostitution est tolérée dans les esprits sous prétexte que les hommes ont une libido débordante ce qui n'a jamais été prouvé scientifiquement.

Avril 2011 - France soir



Laurence Noëlle

Ex-prostituée, auteure de *Renaitre de ses hontes*

Il y a 80 % de femmes qui souffrent et il faudrait écouter l'infime minorité ? Il faudrait empêcher que la loi passe pour celles qui, soi-disant, sont fières de se prostituer ? L'abolition est la réponse à la question.

Novembre 2013 - L'Humanité

CONTRE

Ce contenu est financé par :

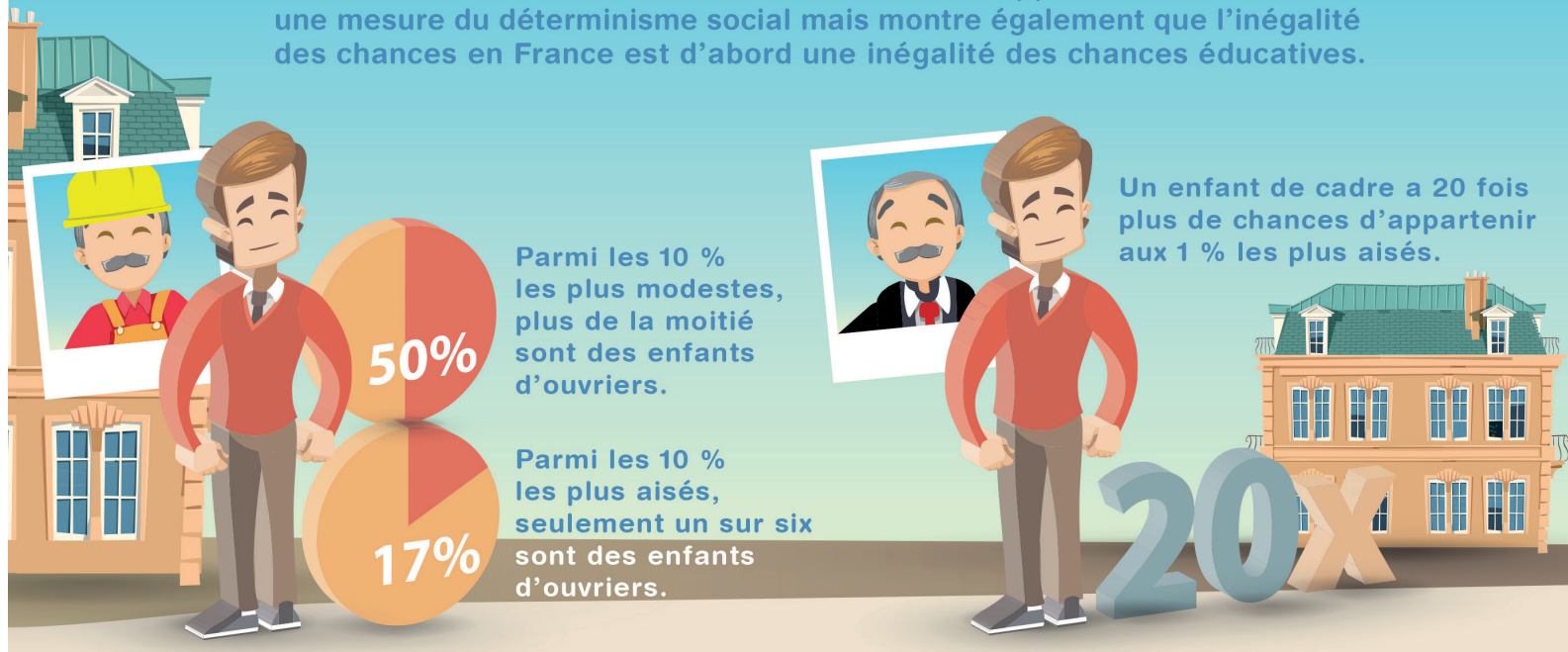
**Pourquoi ?**

France Stratégie, institution publique, souhaite diffuser plus largement le résultat de ses travaux. C'est pour nous un moyen d'apporter un contenu intéressant à nos lecteurs, et une source de revenus complémentaires.

Nés sous la même étoile ? Origine sociale et niveau de vie

Quel est le poids de la reproduction sociale en France ? Des informations statistiques inédites permettent de quantifier l'influence de l'origine sociale sur le niveau de vie et montrent que l'inégalité des chances passe par le niveau de diplôme.

Cette étude inédite de Clément Dherbécourt apporte non seulement une mesure du déterminisme social mais montre également que l'inégalité des chances en France est d'abord une inégalité des chances éducatives.



À sexe, âge et origine migratoire identiques, l'écart moyen de niveau de vie entre un enfant de cadre supérieur et un enfant d'ouvrier non qualifié s'élève à 1 000 euros par mois.

L'effet de l'origine sociale sur le niveau de vie :
50 % passe par le diplôme
15 % passe par le choix du conjoint.



Retrouvez la note : *Nés sous la même étoile ?*
Origine sociale et niveau de vie sur www.strategie.gouv.fr



LES CHASSEURS : PREMIERS ÉCOLOGISTES DE FRANCE ?

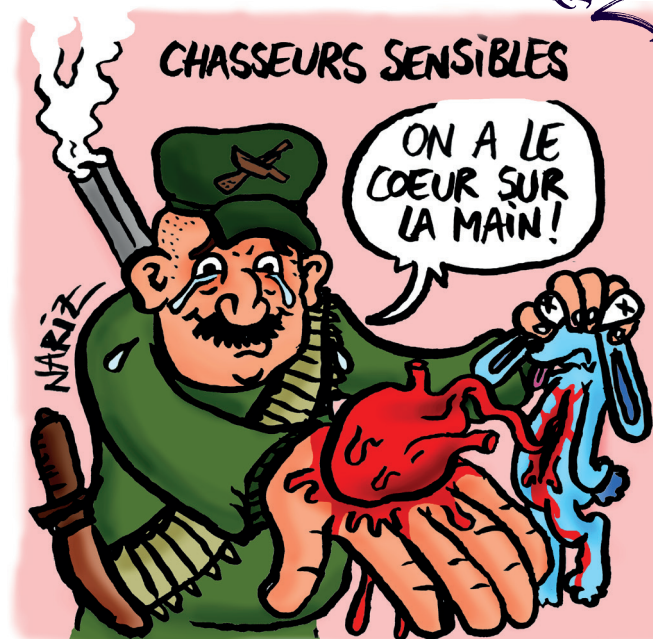
*Le regard
de NARIZ*

POURQUOI CE SUJET DE DÉBAT ?

Le 27 août, la Fédération nationale des chasseurs (la FNC) a lancé une campagne de communication nationale intitulée «Les chasseurs, premiers écologistes de France ?». Cette campagne comprend une campagne d'affichage, des posts sponsorisés sur les réseaux sociaux, ainsi que des spots audio diffusés sur 850 radios locales.

Cela concorde également avec la décision de l'Élysée de diviser le prix du permis de chasse par 2. Cette annonce a été évoquée par Nicolas Hulot lors de sa démission, où il dénonçait le lobbying des chasseurs.

Cette campagne a fait réagir de nombreuses associations, notamment écologistes, l'occasion pour nous de poser le débat.



1 S'INFORMER

Qui sont les chasseurs ?

 **98%**
des chasseurs sont
des hommes

 La moitié des
chasseurs ont
55 ans
ou +

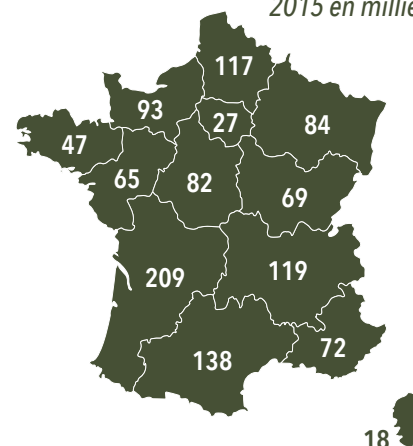
Le budget annuel moyen
des chasseurs est de
 **2 800 €**



 **La France**
est le pays qui
compte le plus de
chasseurs
en Europe

NOMBRE DE CHASSEURS PAR RÉGION

2015 en milliers



Question bonus
à quoi reconnaît-on
un bon chasseur d'un
mauvais chasseur ?



1,2 MILLION DE CHASSEURS EN FRANCE

Près de 5 millions de porteurs du permis de chasse

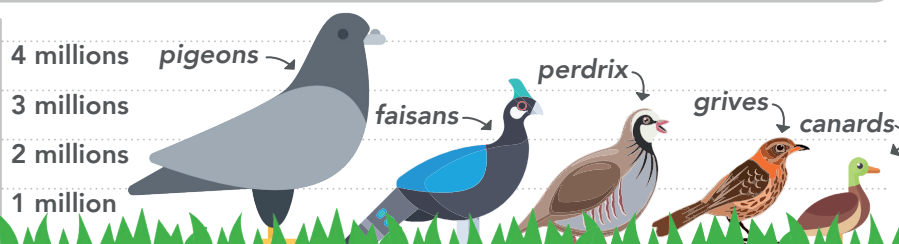
Sources :
Fichier central FNC
Analyses BIPE

Quelles sont les espèces chassées ?

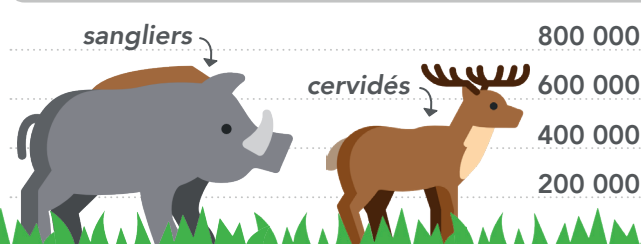
 **89** espèces
sont chassables en France

 **30 MILLIONS**
d'oiseaux et mammifères abattus chaque année

Gibier sédentaire et gibier d'eau abattu en France



Grand gibier abattu en France



ESTIMATION DU NOMBRE D'ANIMAUX CHASSÉS CHAQUE ANNÉE EN FRANCE

Source : Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage

2 SE POSITIONNER

LES CHASSEURS DONNENT PLUS À LA NATURE QU'ILS NE LUI PRENNENT



Tribune rédigée par :

JEAN-PIERRE ARNAUDUC

Directeur technique de la FNC (Fédération nationale des chasseurs)

La Fédération nationale des chasseurs est une organisation française, qui regroupe l'ensemble des fédérations départementales de chasseurs. C'est cette organisation qui est à l'origine de la campagne de communication «Les chasseurs, premiers écologistes de France ?»

POUR

Il faut d'abord savoir une chose, le chasseur ne fait pas que chasser.

Quand il ne chasse pas, tout au long de l'année, il travaille sur son territoire, il l'entretient, il l'aménage. Ici il plante une haie, là il récrée un étang ou une mare, ici encore il ensemence une parcelle nourricière pour les animaux, là-bas encore il défriche un ancien alpage abandonné... Et s'il plante une haie d'abord pour le gibier, celle-ci sera aussi bienvenue pour toutes les autres espèces protégées qui y vivent !

Bien sûr, ils ne font pas n'importe quoi puisque leurs actions sont encadrées, le plus souvent, par leurs Fédérations de chasseurs, fortes d'un réseau de près de 1000 professionnels de la nature et de la faune sauvage, les Techniciens cynégétiques.

Selon une étude indépendante

(étude réalisée par le BIPE - Cabinet de Conseil en analyse stratégique et prospective économique, dites études BIPE 1 et 2), ces chasseurs agissant bénévolement et concrètement pour la nature sont près de 700 000 !

Au total, ils donnent l'équivalent

“Les chasseurs agissant pour la nature sont près de 700 000 !”

de plus de 30 000 ETP chaque année pour la nature et cela représente 360 millions d'euros par an ! Qui dit mieux ?

Tout cela est facile à vérifier puisqu'une base de données publique mise en œuvre par la FNC en 2016, « Cyn'actions biodiv' », a déjà recensé près de 800 de ces

actions en faveur de la nature et de la biodiversité, réalisées par les Fédérations de chasseurs et leurs chasseurs sur le terrain.

Les chasseurs français ont même créé une fondation nationale reconnue d'utilité publique et entièrement dédiée à l'acquisition de milieux naturels menacés par l'urbanisation ou l'intensification agricole afin de les sauvegarder définitivement.

Ils la financent chaque année sur leurs propres deniers, à hauteur de 400 000 euros annuels.

Aujourd'hui, la Fondation pour la Protection des Habitats de la Faune Sauvage a sauvé près de 250 sites naturels dans plus de 60 départements français, dont nombre de zones humides.

Oui, les chasseurs français donnent plus à la nature qu'ils ne lui prennent.

L'essentiel POUR en 3 points

- 1 Quand il ne chasse pas, le chasseur entretient son territoire.
- 2 Ils donnent bénévolement l'équivalent de 30 000 ETP (équivalents temps plein) pour la nature.
- 3 Ils ont créé une fondation dédiée à l'acquisition de milieux naturels menacés.

3 S'ENGAGER

SI VOUS ÊTES POUR, VOUS POUVEZ



Rejoindre les actions de conservation de la Nature de votre fédération départementale des chasseurs



Contribuer à préserver localement la forêt et les zones d'habitat naturel autour de chez vous



Soutenir financièrement la Fondation pour la Protection des Habitats de la Faune Sauvage



Signer une pétition en ligne et parler à vos élus pour défendre la chasse

DISCUTER



Que vous soyez Pour ou Contre, vous pouvez au moins vous rejoindre sur un point : la nécessité de préserver les habitats naturels des animaux.

EN ATTENDANT UNE CHASSE ÉCOLOGIQUE



Tribune rédigée par :

ALLAIN BOUGRAIN DUBOURG

Président de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), auteur de «Lettres des animaux à ceux qui les prennent pour des bêtes» (éditions les Echappés)

La Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) est une association française ayant pour objectif la protection des oiseaux et des écosystèmes dont ils dépendent et, en particulier, la faune et la flore qui y sont associées.

CONTRE

Cette affirmation est aussi grotesque que mensongère. Du reste, même l'Autorité de régulation de la publicité a exigé l'apposition d'un point d'interrogation !

Certes tous les chasseurs ne sont pas des viandards, et j'ose même croire que certains se préoccupent de la nature. Mais la réalité de la chasse à la Française c'est 64 espèces d'oiseaux chassables, soit le double de la moyenne européenne ; dont 20 en mauvais état de conservation et inscrites comme telles sur les listes rouges de l'UICN ;

La tourterelle des bois, par exemple, a vu sa population chuter de 80 % au point que l'Europe a demandé un moratoire.

Sur pression des chasseurs, la France s'y est opposée et veut continuer d'en abattre 100 000 par an ! Que dire aussi des alouettes des champs, dont le Muséum National d'Histoire Naturelle et le CNRS révèlent l'effon-

drement de 30 % des populations et que les chasseurs veulent continuer de piéger ou tuer à raison des 500 000 par an !

Bien d'autres espèces agonisantes restent chassables. Ce comportement

“Aussi grotesque que mensonger”

indigne n'est guère écologique !

On peut également évoquer les milliers d'oiseaux braconnés chaque année ainsi que les nombreux responsables cynégétiques pris la main dans le sac pour braconnage...

S'ajoutent au bilan, des pratiques barbares infligeant des souffrances inacceptables : déterrage des blaireaux, glu, écrasement et étranglement des passereaux, conditions déplorables de détention des appelants, chasse à courre, etc. ;

« Nous régulons la nature », disent

les chasseurs. Il convient de leur rappeler qu'ils lâchent 15 millions d'animaux d'élevage dans la nature afin de les tirer comme à la foire ;

Parmi les multiples constats « contre nature », il faut souligner des oppositions systématiques aux créations d'espaces naturels protégés ;

Côté pollution, les chasseurs peuvent se flatter de déverser 6000 tonnes de plomb dans la nature chaque année avec des conséquences catastrophiques sur la santé ; sans parler des cartouches abandonnées ;

La cohabitation n'est également pas exemplaire. Des secteurs entiers sont interdits à la promenade comme si la nature appartenait aux porteurs de fusils. Sans parler des accidents de chasse conduisant à la mort.

En conclusion, il faudra une véritable transition culturelle pour que le

monde de la chasse puisse se prétendre « les premiers écologistes de France »... ■

L'essentiel CONTRE en 3 points

- 1 20 espèces d'oiseaux chassables sont en mauvais état de conservation.
- 2 Les chasseurs déversent 6000 tonnes de plomb dans la nature chaque année.
- 3 Ils lâchent 15 millions d'animaux d'élevage dans la nature afin de les tirer.

DÉBATTRE

Agissez en ce sens, dans votre département ou votre région.

Parlez-en avec quelqu'un qui ne partage pas votre opinion. Pour débattre de manière apaisée, dites en préambule que vous ne débattrez pas pour convaincre votre interlocuteur, mais pour mieux vous comprendre.

SI VOUS ÊTES CONTRE, VOUS POUVEZ



Participer à des comptages pour des bases de données publiques (ONCFS, LPO) pour contrôler l'évolution des espèces



Rejoindre une association qui milite pour la préservation des espèces animales comme la LPO ou le WWF



Signer une pétition en ligne et parler à vos élus pour restreindre ou interdire la chasse



Contribuer à préserver localement la forêt et les zones d'habitat naturel autour de chez vous.

3 S'ENGAGER

QUAND
VOUS REFERMEZ
UN **I-JOURNAL**
UNE NOUVELLE VIE
S'OUVRE À LUI.

EN TRIANT VOS JOURNAUX,
MAGAZINES, CARNETS, ENVELOPPES,
PROSPECTUS ET TOUS VOS AUTRES
PAPIERS, VOUS AGISSEZ POUR UN MONDE
PLUS DURABLE. DONNONS ENSEMBLE
UNE NOUVELLE VIE À NOS PRODUITS.
[CONSIGNESDETRI.FR](https://consignesdetri.fr)

CITEO

Le nouveau nom d'Eco-Emballages et Ecofolio

EXPLIQUE-MOI COMME SI J'AVAIS 5 ANS...

LES LOBBIES OU LE LOBBYING

Qu'est ce qu'un lobby ?



DÉFINITION

Un lobby est un **groupe de pression**, c'est-à-dire un organe de défense d'intérêts ou de valeurs, qui essaie par divers moyens d'**influencer la décision politique** dans un sens qui lui soit favorable.

LES ACTEURS

Les groupes d'intérêts : Généralement constitués d'acteurs professionnels ayant des intérêts communs, ils agissent sur l'opinion publique et /ou l'État pour influencer les décisions politiques.

Les entreprises : Certaines font appel à des agences et d'autres en revanche choisissent d'intégrer l'activité de lobbying au sein de leur structure.

Les coalitions : Elles regroupent des associations, ONG, entreprises, think tanks ou groupes professionnels qui joignent leurs forces autour d'une même thématique pour mieux se faire entendre.

LES ACTIONS

Les techniques d'influence des lobbyistes sont nombreuses et peuvent être regroupées en 3 catégories indépendamment de leur légalité ou non :

Utilisation de son réseau



Nouer des alliances



Participer à des auditions officielles



Influencer le législateur



Mobiliser les particuliers

Contrôle de l'information



Réunions d'information



Organisation de conférences



Contrôle de la réputation



Publication de rapports

Techniques de manipulation



Argumentation sous couverture



Création d'un alibi



Amplification d'une prise de position

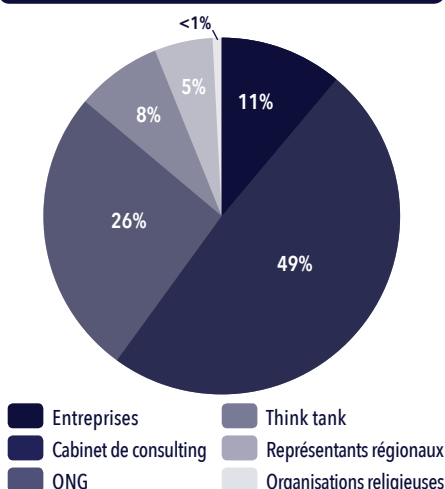


L'influence par la menace

Quelques chiffres clés

de **11 000** lobbyistes
ENREGISTRÉS DANS
LE REGISTRE DE TRANSPARENCE
DE L'UNION EUROPÉENNE EN 2018
POUR SEULEMENT
751 DÉPUTÉS EUROPEENS

QUI SONT LES LOBBYISTES ?



Source : Registre de transparence 2018 / Europa.eu

Le savais-tu ?

Lobby est un mot anglais désignant un couloir.

Son origine remonte au XIX^e siècle où les membres des groupes de pression pouvaient venir discuter avec les parlementaires dans les couloirs de la Chambre des Communes en Angleterre.



POUR OU CONTRE UN SMIC EUROPÉEN ?

QUE SERAIT UN SALAIRE MINIMUM EUROPÉEN ?

Un «SMIC européen» viserait à instaurer un salaire minimum dans l'Union européenne. Par conséquent, dans un premier temps, l'instauration d'un SMIC européen n'aurait un impact que dans quelques pays.

Par exemple : si l'Europe décrétait un SMIC à 300€, cela aurait un impact sur la Bulgarie qui devrait remonter son salaire minimal, mais n'aurait pas d'impact en France qui a déjà un salaire plus élevé.

L'objectif final serait de le remonter petit à petit pour qu'il devienne un salaire plancher dans l'ensemble des pays.

Ce débat a été réalisé avec le soutien de la Commission Européenne



Pourquoi ?

Les initiatives citoyennes européennes sont un mécanisme permettant la participation des citoyens européens. Avec la Commission européenne, nous nous sommes engagés à animer le débat autour de ces ICE.

Qu'est-ce qui existe déjà ?

Aujourd'hui, le salaire minimum national est répandu dans 22 pays membres de l'UE : la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, la République tchèque, l'Estonie, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Espagne et le Royaume-Uni.

La Suède, Finlande, Italie, Danemark, Autriche et Chypre en sont dépourvus.

Les écarts de richesse entre les pays se reflètent ainsi dans les montants.

En effet, en 2014, le SMIC le plus élevé est celui du Luxembourg avec 1999 € bruts et le plus bas, celui de la Bulgarie avec 260 €.

Source : Eurostat

Tribune rédigée par :

THIÉBAUT WEBER

Secrétaire confédéral de la Confédération européenne des syndicats (CES)



OUI à des salaires minimums européens revus à la hausse !

Les salaires minimaux protègent les travailleurs de la pauvreté lorsqu'ils garantissent un niveau de salaire décent et mettent fin à la course au nivellement par le bas des salaires.

Même si le salaire minimum est un instrument largement répandu dans 22 États membres, il reste beaucoup trop bas dans la plupart des pays. Une note d'information publiée par la Confédération européenne des syndicats (CES) montre que, dans plusieurs pays européens, les salaires minimums sont tellement inférieurs au seuil officiel des bas salaires que de nombreux travailleurs doivent lutter pour joindre les deux bouts.

Dans 10 pays de l'UE, le salaire minimum se situe à 50 % ou moins du niveau du salaire médian national, ce qui à l'évidence rend difficile pour ceux qui en bénéficient de vivre décemment avec l'argent qu'ils gagnent.

Les salaires minimaux ne servent que s'ils ne protègent les travailleurs de la pauvreté. La lutte contre la concurrence déloyale sur les salaires représente un défi européen et il convient d'en faire plus pour combattre le dumping social. Il faut s'attaquer à la racine de ce qui constitue le lit du dumping social : les écarts de salaires persistants entre pays membres de l'UE.

“S'attaquer aux écarts de salaires.”

L'heure est venue de prendre des mesures fortes sur les salaires minimums dans le cadre d'une politique plus large visant à soutenir une relance des convergences sociales en Europe. Dans le cadre du pilier social, une stratégie commune sur le salaire minimum doit avoir comme objectifs d'appliquer le principe

du « salaire égal » pour le même travail et de lutter contre les inégalités.

La CES s'est d'ailleurs engagée, depuis l'année dernière, à promouvoir l'augmentation des salaires en Europe, par une politique syndicale commune plus forte et un soutien renforcé de la négociation collective. Les négociations collectives sont essentielles pour « compléter » les salaires minimums et assurer des grilles de salaires qui permettent une juste répartition de la valeur ajoutée partout en Europe et des progressions salariales régulières pour les travailleurs.

La priorité de la campagne de la CES pour une hausse salariale vise d'abord à lutter contre la pauvreté et les inégalités. Elle vise aussi à relancer la convergence des salaires entre l'Europe occidentale et l'Europe de l'Est, entre le Nord et le

Sud, et entre hommes et femmes, et ce afin d'éliminer toute forme de discrimination. ■

S'ENGAGER

si vous êtes POUR

Vous pouvez montrer votre adhésion à cette idée en partageant cette tribune sur les réseaux sociaux.

Vous pouvez signer l'initiative citoyenne européenne visant à réduire les écarts de salaire en Europe sur wageunion.eu pour qu'elle soit étudiée par le Parlement européen.

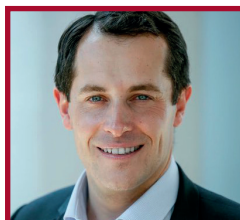
Enfin, en 2019, ce sont les élections européennes : regardez dès maintenant les candidats qui sont favorables à cette idée !

X POUR CONTRE

Tribune rédigée par :

NICOLAS BAY

Vice-président du Front National, Député européen, Co-président du Groupe Europe des Nations et des Libertés



SMIC européen : une chimère fédéraliste

Les partisans du fédéralisme européen, en particulier issus de la gauche, militent depuis près de deux décennies pour l'instauration d'un salaire minimum européen. D'après eux cela permettrait de lutter efficacement contre la pauvreté des salariés en garantissant un seuil en deçà duquel il n'est pas possible de rémunérer un travailleur.

C'est oublier que la concurrence déloyale ne dépend pas seulement de la politique salariale en tant que « variable d'ajustement » entre les différents pays de l'Union. Pour une action cohérente, et si on suit cette logique, il conviendrait aussi de mettre en place une uniformisation des cotisations sociales et de la fiscalité pesant sur les salaires... Harmoniser les salaires bruts n'aurait pas la moindre efficacité sans se soucier du salaire net.

On constate ainsi que ce projet de fuite

en avant repose bien plus sur une utopie fédéraliste qu'une sérieuse prise en compte des réalités économiques de chaque nation.

Les disparités entre les pays membres de l'UE sont en effet très importantes, allant de 184 euros mensuels en Bulgarie à 1 923 euros au Luxembourg. La France, elle, se situe à la quatrième place avec son SMIC à 1 458 euros mensuels !

“Un SMIC européen ne résoudrait en rien la concurrence déloyale!”

L'instauration d'un salaire minimum européen permettrait surtout de faire remonter les salaires dans les pays d'Europe centrale et de l'Est, et de les baisser drastiquement dans les pays

comme la France, frappés par un mécanisme de nivellement par le bas.

La volonté d'instaurer un salaire minimum européen ne résoudrait en rien le problème de la concurrence déloyale. Elle s'inscrit dans cette conception d'une Europe devant faire preuve de toujours plus d'autoritarisme et cherchant à tout prix à en finir avec les spécificités de nos nations au nom du globalisme.

À l'heure où la plupart d'entre elles connaissent de graves difficultés budgétaires, on voit d'ailleurs mal comment l'ensemble des pays de l'Union européenne accepteraient de se laisser dicter des mesures inadéquates et impossibles à appliquer par une Commission européenne déconnectée et profondément rejetée.

Chaque pays de l'Union européenne doit être libre d'instaurer son propre salaire minimum, en fonction de son

état de développement, et s'il le décide souverainement ! C'est tout le sens du projet que nous portons : une Europe qui redonne de l'oxygène à nos nations et qui respecte leurs libertés propres. ■

S'ENGAGER

si vous êtes CONTRE

Vous pouvez montrer votre opposition à cette idée en partageant cette tribune sur les réseaux sociaux, ou en en parlant avec des proches.

Vous pouvez également écrire à votre député européen pour lui faire part de votre opinion sur le sujet.

Enfin, en 2019, ce sont les élections européennes ; regardez dès maintenant les candidats et partis qui sont opposés à cette idée.

7 infos - 1 thème : Le salaire minimum

LES 7-Z INFOS

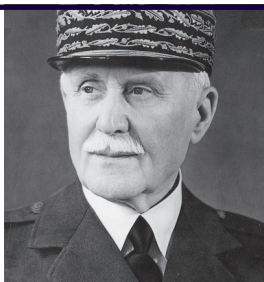
1 Le salaire minimum en France

... se monte à 1188€ nets par mois (ou 1498,50 € bruts).
En réalité, seul le salaire minimum brut horaire est défini ; il est de 9,88€ pour une heure de travail. Le SMIC mensuel est généralement calculé pour une semaine de 35 heures.

1188 €

2 Une Pétain d'idée !

En France, le premier à avoir promulgué le salaire minimum est... le maréchal Pétain. En effet, la Charte du travail, promulguée le 4 octobre 1941 par le régime de Vichy, proclame la naissance d'un salaire minimum vital fixé par l'État. Cette ancienne revendication syndicale ne sera jamais mise en œuvre (ah tiens donc ?! on se demande pourquoi).



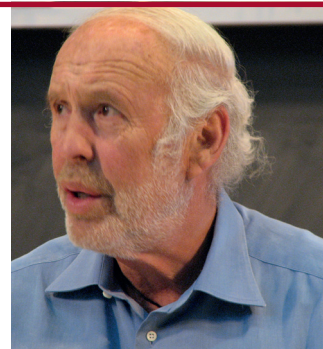
3 1950 en France !

Il faudra finalement attendre 1950 pour que la France voit apparaître un salaire minimum. À l'époque, il s'appelle le SMIG, pour Salaire minimum interprofessionnel garanti, et s'élève à 3510 (anciens) francs la semaine ; car à l'époque, la paye se faisait à la fin de la semaine.



4 Le salaire le plus haut du monde

Vous ne le connaissez certainement pas ; c'est pourtant l'homme qui a reçu le plus haut salaire au monde ! En 2015, l'américain Jim Simons a empoché un salaire d'1,5 milliard d'euros, soit 170 000 € par heure, pour son poste de dirigeant d'un fonds d'investissement. D'autres personnes ont gagné davantage, mais pas en salaire.



5 Un SMIC multiplié par 34

Au Venezuela, le salaire minimum a été multiplié par 34 le 1er septembre 2018. C'est pourtant loin d'être une bonne nouvelle ! Cette décision fait partie d'une série de mesures économiques visant à contrer une inflation qui devrait atteindre 1 000 000% d'ici la fin de l'année.

6 Un salaire minimum recommandé en Europe

En décembre 2016, une résolution «sur un socle européen des droits sociaux» avait été adoptée. Ce texte, non contraignant, «recommande d'établir des salaires minimums nationaux par la voie législative ou par la négociation collective» au sein de chaque pays. Ne disposant d'aucune compétence spécifique en matière de salaires, la Commission européenne ne peut agir dans ce domaine qui demeure entre les mains des États.



Photo : Martouf

7 On peut être au SMIC et gagner beaucoup d'argent... en apparence.

En 2017, le canton de Neuchâtel a été le premier des 26 cantons suisses à instaurer un salaire minimum. Depuis, les 178 000 habitants de ce canton ne pourront plus être payés moins de 3260€ (3480 francs suisses) par mois pour une durée de 41h de travail par semaine.

Ils détiennent ainsi le record du plus haut salaire minimum du monde. Bien qu'élevé en apparence, ce premier "Smic" version suisse permet difficilement de vivre localement sans aides sociales.

PUBLICITÉ

AGIS AVEC unicef CRÉE TON ANTENNE campus

Le programme **UNICEF Campus** permet aux étudiants (**Universités, Grandes Écoles** et **toute filière post-bac**) de mener des actions solidaires et de sensibilisation.

Engage-toi et rejoins-nous sur
www.myUNICEF.fr  [#myUNICEF](https://twitter.com/myUNICEF)

MOURIR EST-IL UN MANQUE DE SAVOIR-VIVRE ?

LUCIE DELACOUR

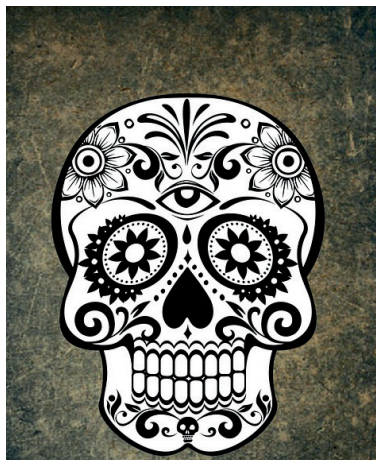
Étudiante à l'école 42

Mourir est un manque de savoir-vivre. C'est Alphonse Allais qui le disait, il y a déjà plus de 100 ans.

Et nous ne pouvons que nous fier à un homme qui a su toute sa vie énoncer des vérités incontestables. Il a dit par exemple "Les gens qui ne rient jamais ne sont pas des gens sérieux" ou encore "Intégriste : Individu qui veut piété plus haut que son culte." Mon Dieu, quelle vision, quel avant-gardisme ! Mais aussi : "Le rire est à l'homme ce que la bière est à la pression". Véridique.

Bon, pour être complètement honnête et faire preuve de savoir-vivre, je dois admettre que je n'ai jamais bien saisi le sens profond de cette phrase, car pour ma part je préfère quand il n'y a pas trop de mousse. Mais je ne peux que me fier à un homme qui a su faire un parallèle si poétique entre la bière et l'homme.

Et même sans l'aide de notre bon Alphonse, je saurai vous démontrer l'évidence. Mourir, c'est partir trop



tôt. À part ceux qui ont eu la sinistre idée de miser sur un viager, vous en conviendrez tous.

Et partir trop tôt, c'est bien le comble du manque de savoir-vivre, non ?

Ne dit-on pas "partir comme un voleur" ou encore "filer à l'anglaise" ? Voleur ou Anglais, deux manques évidents de savoir-vivre.

Ces Anglais qui ont démontré depuis des siècles leur impolitesse en refusant de se faire envahir... par nous. D'ailleurs, savez-vous comment on dit filer à l'anglaise dans leur langue ? "Take a french leave"... Non, mais sans blague, quelle perversité ! ■

Avertissement

Cette page peut contenir de l'humour, de l'ironie, des bêtises et voire même des informations sérieuses. La rédaction décline toute conséquence sur votre vie professionnelle ou privée.

Avec
ELOQUENTIA

JEAN LACHANCE

Étudiant à l'Université de Nanterre

était connu pour son allant naturel et justement, son savoir-vivre !

Mourir est-il un manque de savoir-vivre ? Certes, Alphonse Allais aurait sorti cette phrase un beau matin de 1902, mais si Alphonse

allait être connu, il allait également mourir, comme tout le monde. Or, manquait-il de savoir-vivre ? Cela reste à prouver ; Alphonse Allais



On dit également que partir, c'est mourir un peu. Mais mourir, c'est partir beaucoup ; or, partir est-il un manque de savoir-vivre ? Certainement pas, bien au contraire ! C'est l'essence même de la vie.

Et d'ailleurs, qu'est-ce qui définit le savoir-vivre ? Certains sauraient-ils vivre mieux que d'autres ? Y a-t-il une bonne manière de vivre, de la même manière qu'il y aurait une bonne manière de mourir ?

Un gentilhomme se sacrifiant pour sa belle manque-t-il de savoir-vivre en mourant ? Et à l'inverse, la pire des ordures fait-elle preuve de savoir-vivre en vivant ? Vivre est-il un manque de savoir-mourir ? Savoir mourir de rire permet-il de vivre ? Les questions méritent d'être posées, alors méfions-nous des conclusions hâtives ! ■

Par Sylvain Lequère
SALUT PIGEONS ! un point de vue de pigeons sur l'actu...



LE SAVIEZ-TU ?

MAIS D'OÙ VIENT L'EXPRESSION :

SE FAIRE ROULER DANS LA FARINE ?



Instagram

le_saviez_tu

Mais d'où viennent toutes ces expressions ?

Nos grands-parents en ont certainement inventé une ou deux, mais ceci mis à part, d'où viennent ces images qui font toute la richesse de la langue française ?

Avec humour et avec un appareil photo, le compte Instagram «Le Saviez-tu ?» illustre et explique toutes ces expressions.

Parce que la culture c'est important.

Parce que la culture c'est marrant.

À suivre sur @le_saviez_tu.

Apprenti.e cuisine.è.r.e ou pas, il n'est jamais bon signe de se faire rouler dans la farine...

Cette expression se serait popularisée au XIX^{ème} siècle (selon le linguiste Georges Planelles, auteur de Les 1001 expressions préférées des Français).

En argot « rouler » signifie « duper », « tromper ». Peut-être avez-vous d'ailleurs déjà entendu un.e

proche (plus probablement votre grand-mère) s'exclamer « Doux Jésus, je crois bien que je me suis faite rouler ! » ?

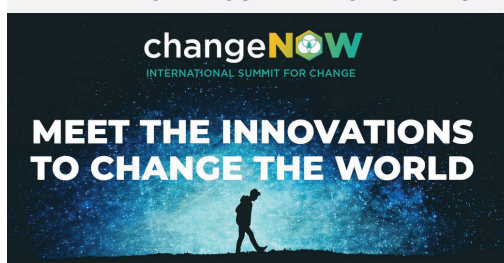
La farine quant à elle symbolise les arguments trompeurs ou fallacieux. Elle renverrait au maquillage des comédiens de l'époque, qui utilisaient de la vraie farine, peu chère et abondante, pour se

maquiller et ainsi tromper le public du théâtre quant à leur véritable identité... Habile Bill ! Maintenant que vous saviez-tout sur cette expression, plus personne ne pourra vous rouler dans la farine !

AGENDA

Chaque mois, Le Drenche met en lumière des événements qui ont du sens, qui permettent de s'engager, ou dont nous sommes partenaires.

28-29 SEPTEMBRE 2018
CHANGE NOW,
INTERNATIONAL SUMMIT FOR CHANGE



📍 Station F, parvis Alan Turin, 75013 Paris

Découvrez et rencontrez plus de 500 projets et entrepreneurs internationaux qui agissent et inventent des solutions pour changer le monde (changement climatique, nouveaux modèles d'éducation, solutions pour les crises des réfugiés...). #ThePlacetoBe

1^{ER} OCTOBRE 2018
MASTER 122 DAUPHINE
PRIX DU MEILLEUR MÉMOIRE RSE



📍 Université Paris-Dauphine, 75016 Paris

Le Drenche est fier de faire partie du jury qui récompensera les travaux de recherche des étudiants. Ce prix est organisé en partenariat avec EY - Société d'avocats, et fête cette année ses 10 ans.

15 OCTOBRE 2018
LE DEBATHON
DOIT-ON POUVOIR INTERDIRE QUELQU'UN D'ANTENNE ?



📍 Lieu à définir, Paris

L'équipe du Drenche revient cette année avec de nouveaux débats ! Le principe : débattre en petit comité d'un sujet d'actualité de manière inspirante et amusante. Suivez notre page Facebook pour connaître toutes les infos et prochaines dates !



50%
DE L'OXYGÈNE
QUE NOUS
RESPIRONS
PROVIENT
DE L'OCÉAN



IL EST TEMPS DE S'ENGAGER
POUR L'OCÉAN

LA FONDATION TARA EXPÉDITIONS EST LA PREMIÈRE FONDATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE
CONSACRÉE À LA CONNAISSANCE ET LA PRÉSERVATION DE L'OCÉAN

FAITES UN DON

66% du montant de votre don sont déductibles de votre impôt sur le revenu.

Par exemple :



taraexpeditions.org

BULLETIN DE DON

OUI, je fais un don à la FONDATION TARA EXPÉDITIONS d'un montant de

par chèque à l'ordre de la Fondation Tara adressé à :

Fondation Tara Expéditions, 11 Boulevard Bourdon, 75004 Paris

OU en ligne sur www.taraexpeditions.org

Nom :

Prénom :

E-mail :

Pour plus d'informations, contactez Julie Herve! au 01 53 38 43 48
ou par mail julie@taraexpeditions.org